

Convention collective départementale

IDCC : 898. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES
(ALLIER)**

(21 juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,
Journal officiel du 17 novembre 1978)

ACCORD DU 20 DÉCEMBRE 2004

PORTANT FIXATION DU BARÈME TEGA 2004 ET DE LA VALEUR DU POINT
SERVANT À DÉTERMINER LE MONTANT DES RMH À COMPTER DU
1^{ER} FÉVRIER 2005

NOR : ASET0550180M

IDCC : 898

Entre :

L'union des industries et des métiers de la métallurgie du département de
l'Allier,

D'une part, et

La confédération générale des cadres (CFE-CGC) ;

Le syndicat de la métallurgie de l'Allier (CFDT) ;

L'union des syndicats des métaux de l'Allier CGT - Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour l'année 2004 et pour l'année 2004 seulement, les taux effectifs
garantis annuels établis sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures
soit 151,67 heures par mois, pour chacun des divers niveaux et échelons de
la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié,
sont les suivants.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION effective garantie annuelle
I	1	140	13 800
	2	145	13 810
	3	155	13 823
II	1	170	13 838
	2	180	13 989
	3	190	14 227
III	1	215	14 970
	2	225	16 247
	3	240	16 469
IV	1	255	17 350
	2	270	18 279
	3	285	19 254
V	1	305	20 374
	2	335	22 399
	3	365	24 703
	3	395	26 614

Ces taux effectifs garantis annuels constituant une garantie distincte de celle visée par l'accord du 13 juin 1980 n'ont pas à supporter la majoration de 5 ou de 7 % prévue par ledit accord.

Article 2

Ces taux effectifs garantis annuels s'appliquent dans les conditions définies à l'article 1^{er} de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *a*, dans la convention collective du 21 juillet 1976.

Article 3

Les taux effectifs garantis annuels comprennent les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 4

A compter du 1^{er} février 2005, la valeur du point servant à la fixation du barème des rémunérations minimales hiérarchiques prévue à l'article 1^{er} de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *b*, de la convention collective du 21 juillet 1976, est fixée par le présent accord à 4,42 € pour un horaire de 151,67 heures par mois.

Article 5

L'indemnité de panier prévue à l'article 35 de la convention collective est fixée à 6,99 € à compter du 1^{er} février 2005.

Article 6

Le présent accord établi conformément à l'article L. 132-1 et suivant du code du travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Montluçon, le 20 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)